

déjà installées à Maroua ou dans le Septentrion du Cameroun, ayant les capacités et l'expérience pertinentes à cette action.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié du fait de la situation de crise reconnue dans le Septentrion, au Cameroun et de part et d'autre des frontières.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée dans la section 4.4.1., une partie de l'action peut être mise en œuvre en gestion directe (passation de marché(s) pour des services). Il s'agit de la mise en œuvre des composantes 1, 2 et 3.1.

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives ¹⁹	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4	
Composante-1 : la gouvernance territoriale est plus inclusive dans les 3 zones du programme	
Option-1 gestion indirecte– cf. section 4.4.1	4 000 000
Composante-2 : les territoires agro-sylvo-pastoraux sont exploités de manière adaptée à la crise climatique	
Option-1 gestion indirecte– cf. section 4.4.1	7 750 000
Composante-3 : les ressources et territoires naturels sont gérées de manière plus durables et inclusives	
Option-1 gestion indirecte– cf. section 4.4.1	7 750 000
Évaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	300 000
Provision pour dépenses imprévues	200 000
Totaux	20 000 000